

**REXEL SA**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'émission d'actions ordinaires et/ou  
de diverses valeurs mobilières de la société  
avec suppression du droit préférentiel de  
souscription des actionnaires au profit de  
certaines catégories de bénéficiaires**

**(Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2025 - 22<sup>ème</sup> résolution)**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**KPMG S.A.**  
Tour EQHO  
2, avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'émission d'actions ordinaires et/ou  
de diverses valeurs mobilières de la société  
avec suppression du droit préférentiel de  
souscription des actionnaires au profit de  
certaines catégories de bénéficiaires**

**(Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2025 - 22<sup>ème</sup> résolution)**

A l'Assemblée générale  
**Rexel SA**  
13, boulevard du Fort de Vaux  
75017 Paris

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, de la compétence de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès des titres de capital à émettre de votre société avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes :

- des salariés et mandataires sociaux de sociétés non françaises liées à votre société dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce, et/ou
- des OPCVM ou autres entités, ayant ou non la personnalité morale, d'actionnariat salarié investis en titres de la Société dont les porteurs de parts ou les actionnaires seront constitués de personnes mentionnées au premier paragraphe ; et/ou
- tout établissement bancaire ou filiale d'un tel établissement intervenant à la demande de votre société pour les besoins de la mise en place d'un plan d'actionnariat ou d'épargne au profit de personnes mentionnées au premier paragraphe dans la mesure où le recours à la souscription de la personne autorisée conformément à la présente résolution serait nécessaire ou souhaitable pour permettre à des salariés ou des mandataires sociaux visés ci-dessus de bénéficier de formules d'actionnariat ou d'épargne salariée équivalentes ou semblables en termes d'avantage économique à celles dont bénéficieraient les autres salariés du groupe Rexel ; et/ou

## REXEL SA

*Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de diverses valeurs mobilières de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de certaines catégories de bénéficiaires*  
Page 2

---

- un ou plusieurs établissements financiers mandatés dans le cadre d'un « Share Incentive Plan » (SIP) établi au profit de salariés et mandataires sociaux de sociétés du groupe Rexel liées à la Société dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce ayant leur siège au Royaume-Uni ;

opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1% du capital social de votre société, apprécié au jour de la décision d'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'administration, étant précisé que :

- le montant nominal maximum de la ou des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, ainsi qu'en vertu de la vingtième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 30 avril 2024 ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer (notamment la vingt-et-unième résolution de l'Assemblée générale du 29 avril 2025 si celle-ci est adoptée), ne pourra excéder un plafond de 2 % du capital de votre société ;
- le montant nominal maximal de la ou des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application de la présente autorisation s'imputera sur le plafond global fixé à la seizième résolution de l'Assemblée générale du 20 avril 2023 ou à toute résolution qui viendrait s'y substituer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 18 mois, à compter de l'Assemblée générale du 29 avril 2025, la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission ou des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission ou les émissions qui seraient réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

**REXEL SA**

*Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de diverses valeurs mobilières de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de certaines catégories de bénéficiaires*  
Page 3

---

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 10 mars 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG S.A.

François Jaumain

Eric Jacquet

Agathe Labaquere